



Communiqué

CAE publie ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2021

- Produits des activités ordinaires de 704,7 millions \$, en hausse de 28 % par rapport au premier trimestre et en baisse de 21 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent
- RPA d'un montant négatif de 0,02 \$ (0,13 \$ avant les éléments particuliers⁽¹⁾), comparativement à un montant négatif de 0,42 \$ (négatif de 0,11 \$ avant les éléments particuliers) pour le premier trimestre et à un montant positif de 0,28 \$ (0,28 \$ avant les éléments particuliers) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent
- Résultat opérationnel⁽²⁾ correspondant à un bénéfice de 28,2 millions \$ par rapport à une perte de 110,3 millions \$ pour le premier trimestre et à un bénéfice de 124,8 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel⁽³⁾ avant éléments particuliers⁽⁴⁾ correspondant à un bénéfice de 79,3 millions \$ par rapport à une perte de 2,1 millions \$, pour le premier trimestre et à un bénéfice avant éléments particuliers de 126,0 millions \$, pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent
- Pour le secteur Civil, marge opérationnelle sectorielle à deux chiffres, soit de 14,2 % (marge du résultat opérationnel de 4,3%), et taux d'utilisation⁽⁵⁾ du réseau de formation de 49 %
- Entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles de 45,6 millions \$, comparativement à des sorties nettes de trésorerie de 88,4 millions \$ pour le premier trimestre et à des entrées nettes de trésorerie de 36,7 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent
- Flux de trésorerie disponibles⁽⁶⁾ d'un montant positif de 44,9 millions \$, comparativement à un montant négatif de 92,7 millions \$ pour le premier trimestre et à un montant négatif de 7,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent
- Prises de commandes⁽⁷⁾ de 667,8 millions \$, soit un ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽⁷⁾ de 0,95 et un carnet de commandes⁽⁷⁾ de 8,3 milliards \$

Montréal (Canada), le 10 novembre 2020 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE publie aujourd'hui ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 704,7 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, par rapport à 896,8 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres correspond à une perte de 5,2 millions \$ (montant négatif de 0,02 \$ par action) pour le deuxième trimestre, comparativement à un bénéfice de 73,8 millions \$ (0,28 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant les éléments particuliers⁽⁸⁾ correspond à un bénéfice de 34,2 millions \$ (0,13 \$ par action) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, comparativement à 74,7 millions \$ (0,28 \$ par action) l'an dernier.

Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 28,2 millions \$ (4,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 124,8 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020. Des coûts de restructuration de 51,1 millions \$ ont été engagés pour le trimestre, alors qu'aucun coût de ce type n'avait été enregistré au deuxième trimestre de l'exercice 2020. Pour le deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 79,3 millions \$ (11,3 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 126,0 millions \$ (14,0 % des produits des activités ordinaires), avant les éléments particuliers, l'an dernier. Le carnet de commandes, d'une valeur de 8,3 milliards \$, demeure robuste. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles et les montants par action)

	T2-2021	T2-2020	Écart en %
Produits des activités ordinaires	704,7 \$	896,8 \$	(21) %
Résultat opérationnel	28,2 \$	124,8 \$	(77) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	79,3 \$	124,8 \$	(36) %
Marges opérationnelles sectorielles	11,3 %	13,9 %	
ROS avant les éléments particuliers	79,3 \$	126,0 \$	(37) %
Marges opérationnelles sectorielles avant les éléments particuliers	11,3 %	14,0 %	
Résultat net	(6,0) \$	75,0 \$	(108) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(5,2) \$	73,8 \$	(107) %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	(0,02) \$	0,28 \$	(107) %
Résultat net avant les éléments particuliers	34,2 \$	74,7 \$	(54) %
RPA avant les éléments particuliers	0,13 \$	0,28 \$	(54) %
Prises de commandes	667,8 \$	995,4 \$	(33) %
Carnet de commandes total	8 296,2 \$	9 238,4 \$	(10) %

Pour l'exercice 2021, les éléments particuliers comprennent des coûts de restructuration de 51,1 millions \$ et les coûts nets engagés relativement à la pandémie de COVID-19, essentiellement du fait de pertes de valeur d'actifs non financiers et de montants à recevoir des clients de 108,2 millions \$. Pour l'exercice 2020, les éléments particuliers comprennent l'incidence de l'intégration de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier (BBAT), les coûts de réorganisation du secteur Défense et sécurité et la perte de valeur du goodwill du secteur Santé.

« L'amélioration des résultats de CAE au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent témoigne de la résilience de notre entreprise, dont les activités sont en grande partie récurrentes et exercées dans des secteurs réglementés. Nous gérons bien la situation actuelle malgré cette période très difficile tout en continuant à mettre l'accent sur le renforcement de la Société dans nos marchés principaux », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Pour le trimestre, nous affichons un résultat par action de 0,13 \$, des flux de trésorerie d'un montant positif de 44,9 millions \$ et de nouvelles commandes d'une valeur de 668 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,95. Par rapport au trimestre précédent, nos trois secteurs opérationnels ont enregistré une amélioration. Les revenus du secteur Civil ont augmenté de 47 % par rapport au premier trimestre, ce qui est attribuable au taux moyen d'utilisation des centres de formation de 49 % et à la livraison de 10 simulateurs de vol, et sa marge opérationnelle sectorielle a renoué avec une croissance à deux chiffres, soit 14,2 %. Le secteur Défense a également commencé à afficher une trajectoire plus favorable, enregistrant des améliorations opérationnelles à l'égard des programmes et des centres d'entraînement touchés par les restrictions découlant de la COVID-19. Les revenus du secteur Défense ont augmenté de 8 % comparativement au trimestre précédent et sa marge opérationnelle sectorielle s'est établie à 8,0 %. Enfin, dans le secteur Santé, les revenus se sont accrus de 66 % par rapport au trimestre précédent et de 22 % par rapport à l'exercice précédent. Grâce au volume additionnel et au début des livraisons de respirateurs CAE Air1, la marge opérationnelle sectorielle du secteur Santé a atteint 8,6 %. »

Marc Parent, à propos des perspectives de CAE, a ajouté : « La COVID-19 demeure une réalité à l'échelle mondiale, et la rapidité de la reprise de CAE à partir de ce moment sera fortement liée au rythme auquel les interdictions de voyage et les quarantaines pourront être levées en toute sécurité et les activités reprendront sur nos marchés finaux. Nous continuons à prévoir un second semestre plus fort que le premier et des flux de trésorerie disponibles positifs pour l'exercice. Malgré des conditions toujours difficiles, nous avons toujours pleinement confiance en la capacité à long terme de CAE d'émerger de cette période en position de force. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Bien que le taux d'utilisation des centres de formation du secteur Civil demeure largement inférieur aux niveaux d'avant la pandémie, il s'est nettement amélioré depuis le début de la pandémie. Le taux d'utilisation des centres de formation a plus que doublé par rapport au creux enregistré au premier trimestre, en raison de la réglementation de la formation dans le domaine de l'aviation et des niveaux d'activité relativement élevés à la fois pour les vols commerciaux et les vols d'affaires. Dans les mois qui ont suivi le début de la pandémie, le domaine de l'aviation d'affaires s'est ressaisi plus rapidement que celui de l'aviation commerciale. La COVID-19 a continué de se répercuter sur les revenus tirés de la formation du secteur Civil pour le trimestre, avec une baisse marquée de la demande pour des services de formation en raison de la diminution des activités des compagnies aériennes dans le monde, des perturbations du secteur mondial du transport aérien et de la réduction du transport aérien de passagers. Bien que certains emplacements poursuivent leurs activités à un rythme réduit, tous les centres de

formation auparavant fermés ont rouvert leurs portes et le taux d'utilisation moyen des centres de formation a augmenté à 49 % pour le trimestre. Depuis le début d'octobre, le taux d'utilisation moyen des centres de formation du secteur Civil demeure environ au même niveau.

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont chiffrés à 364,5 millions \$ au deuxième trimestre, en hausse de 47 % par rapport au premier trimestre et en baisse de 31 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 15,5 millions \$, comparativement à une perte de 97,9 millions \$ pour le premier trimestre et à un bénéfice de 100,2 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel avant éléments particuliers correspond à un bénéfice de 51,9 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte avant éléments particuliers de 16,2 millions \$, pour le premier trimestre et à un bénéfice avant éléments particuliers de 101,4 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires), avant les éléments particuliers, pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 10 simulateurs de vol (FFS)⁽⁹⁾.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 353,3 millions \$, y compris des contrats portant sur la vente de 3 FFS. Parmi les contrats de formation importants obtenus au cours du trimestre, notons l'entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de cinq ans conclue avec une société américaine d'affrètement de jets privés, la prolongation de cinq ans de l'entente de formation exclusive conclue avec Virgin Atlantic, l'entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de deux ans conclue avec XOJET Aviation, ainsi que la prolongation de deux ans de l'entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires conclue avec VistaJet.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,97 pour le trimestre et à 0,97 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait 4,4 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l'aviation civile

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et les FFS livrés)

	T2-2021	T2-2020	Écart en %
Produits des activités ordinaires	364,5 \$	529,9 \$	(31) %
Résultat opérationnel	15,5 \$	100,2 \$	(85) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	51,9 \$	100,2 \$	(48) %
Marges opérationnelles sectorielles	14,2 %	18,9 %	
ROS avant les éléments particuliers	51,9 \$	101,4 \$	(49) %
Marges opérationnelles avant les éléments particuliers	14,2 %	19,1 %	
Prises de commandes	353,3 \$	602,9 \$	(41) %
Carnet de commandes total	4 399,4 \$	5 124,8 \$	(14) %
Unités NES ⁽¹⁰⁾	251	243	3 %
FFS déployés dans le réseau de CAE ⁽⁹⁾	308	299	3 %
FFS livrés	10	18	(44) %

Défense et sécurité (Défense)

Bien que le secteur Défense ait enregistré de meilleurs résultats au cours du trimestre, la pandémie de COVID-19 a continué d'entraîner des retards dans l'exécution de programmes en carnet et de se répercuter sur une série de programmes de défense mondiaux avec des organismes gouvernementaux et des fabricants OEM en raison d'interdictions de voyage, de restrictions frontalières, de restrictions d'accès des clients et de perturbations de la chaîne d'approvisionnement. De tels retards ont encore une fois eu des répercussions sur l'atteinte de certaines étapes clés des programmes, mais le secteur Défense a néanmoins enregistré un certain élan positif à l'égard de programmes clés d'intégration des systèmes de formation. En outre, certains des progrès requis et des tests d'acceptation ont pu se poursuivre au moyen de réunions virtuelles et de procédures de travail à distance. Il y a eu des retards dans l'octroi de nouveaux contrats, étant donné que les autorités gouvernementales chargées des achats ont dû suivre les directives de leurs pays respectifs en matière de confinement et d'arrêt des déplacements. Les prises de commandes se sont toutefois améliorées au cours du dernier mois du trimestre à mesure que les autorités chargées des achats traitent le grand nombre de décisions en attente.

Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont chiffrés à 303,2 millions \$, en hausse de 8 % par rapport au premier trimestre et en baisse de 10 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel du secteur Défense correspond à un bénéfice de 11,4 millions \$, comparativement à une perte de 9,2 millions \$ pour le premier trimestre et à un bénéfice de 26,0 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel du secteur Défense correspond à un bénéfice avant éléments particuliers de 24,2 millions \$ (8,0 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 17,3 millions \$ (6,2 % des produits des activités ordinaires), pour le premier trimestre et à 26,0 millions \$ (7,7 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 277,5 millions \$, notamment des contrats pour continuer à fournir des services d'entraînement au vol sur appareil à voilure fixe et des services de soutien à l'armée américaine au centre de formation CAE de Dothan et pour soutenir Leonardo dans la conception et la fabrication d'un FFS AW139 et d'un FFS AW169 pour des clients dont l'identité demeure confidentielle. Parmi les autres contrats importants, notons un contrat pour fournir des mises à niveau et des améliorations des programmes de formation des membres d'équipage du KC-135 et du C-130H de l'U.S. Air Force. Le secteur Défense a également reçu des commandes pour continuer à fournir une gamme de services de maintenance et de soutien logistique pour les dispositifs d'entraînement de l'Eurofighter des forces aériennes allemandes et pour soutenir le développement continu d'un environnement synthétique unique pour le commandement stratégique du Royaume-Uni.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,92 pour le trimestre et à 0,89 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 3,9 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2021	T2-2020	Écart en %
Produits des activités ordinaires	303,2 \$	336,5 \$	(10) %
Résultat opérationnel	11,4 \$	26,0 \$	(56) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	24,2 \$	26,0 \$	(7) %
<i>Marges opérationnelles sectorielles</i>	8,0 %	7,7 %	
Prises de commandes	277,5 \$	362,1 \$	(23) %
Carnet de commandes total	3 896,8 \$	4 113,6 \$	(5) %

Santé

Le secteur Santé a amorcé la livraison de respirateurs CAE Air1 au gouvernement du Canada, ce qui a contribué aux produits des activités ordinaires de 37,0 millions \$ enregistrés pour le trimestre, en hausse de 66 % par rapport au premier trimestre et de 22 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 1,3 million \$, comparativement à une perte de 3,2 millions \$ pour le premier trimestre et à une perte de 1,4 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel correspond à un bénéfice de 3,2 millions \$ (8,6 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 3,2 millions \$ pour le premier trimestre et à une perte de 1,4 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Santé a continué à fournir de nouveaux outils et programmes de formation pour répondre aux besoins de ses clients en matière de formation pendant la pandémie de COVID-19. Ces nouveautés comprennent des solutions telles que CAE Maestro Evolve, une plateforme d'apprentissage interactive, et la version en nuage de la solution de gestion de centres CAE LearningSpace, qui offre de nouvelles capacités d'apprentissage à distance pour la formation aux examens cliniques structurés et objectifs et à la télémédecine. Le secteur Santé a également accru l'adoption de ses produits d'imagerie médicale, dont la nouvelle version de Vimedix, un simulateur haute fidélité facilitant le processus d'apprentissage pour les échographies cardiaques, pulmonaires, abdominales et obstétricales ou gynécologiques, que ce soit en direct, à distance ou en contexte de réalité mixte.

Le secteur Santé a continué de répondre aux besoins de formation des cliniciens et des premiers répondants dans la lutte contre la COVID-19 au moyen de webinaires et de programmes d'apprentissage adaptatifs, et notamment au moyen du cours d'appoint adaptatif sur les respirateurs que nous avons codéveloppé et qui a remporté le prix EMS World Innovation et le prix des participants à l'occasion du congrès annuel EMS World. Le secteur Santé a également offert des webinaires gratuits, notamment une expérience clinique simulée sur la COVID-19 pour permettre aux donneurs de soin de pratiquer les procédures de sécurité personnelle et les processus d'évaluation des patients, ainsi que des modules d'apprentissage axés sur la simulation, comme le cours sur les pathogènes aux conséquences graves, qui a été offert gratuitement aux cliniciens afin de les aider à se préparer aux épidémies de maladies infectieuses.

Sommaire des résultats – Santé

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	T2-2021	T2-2020	Écart en %
Produits des activités ordinaires	37,0 \$	30,4 \$	22 %
Résultat opérationnel	1,3 \$	(1,4) \$	193 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	3,2 \$	(1,4) \$	329 %
Marges opérationnelles sectorielles	8,6 %	— %	

Autres points saillants financiers

Nous avons engagé des coûts de restructuration de 51,1 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2021 dans la foulée des mesures annoncées précédemment afin de mieux desservir le marché en optimisant les actifs et la présence à l'échelle mondiale de CAE, en adaptant notre effectif mondial et en ajustant nos activités en fonction de la baisse attendue de la demande pour nos produits et services. Collectivement, ces mesures devraient permettre à CAE de réaliser des économies de coûts d'environ 50 millions \$ par année à compter de l'exercice 2022.

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établis à 45,6 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 36,7 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles se sont fixés à 44,9 millions \$ pour le trimestre, comparativement à un montant négatif de 7,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. La hausse des flux de trésorerie disponibles est essentiellement attribuable à l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, à la baisse des dividendes payés et au recul des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

Le produit d'impôt sur le résultat s'est établi à 1,0 million \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 14 %, comparativement à 17 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition a été moins élevé en raison des coûts de restructuration engagés pour le trimestre, neutralisés en partie par un changement dans la composition des revenus et des pertes provenant de différentes juridictions. Abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, le taux d'imposition se serait établi à 25 % pour le trimestre.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹¹⁾ ont totalisé 15,2 millions \$ pour le trimestre et 33,2 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹²⁾ était de 2 358,9 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital⁽¹³⁾ était de 50,1 %, comparativement à une dette nette de 2 407,5 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital de 50,7 % à la fin du trimestre précédent.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹⁴⁾ s'est établi à 7,2 % pour le trimestre, comparativement à 11,5 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent, avant les éléments particuliers.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2021 essentiellement inchangées

Perspectives consolidées

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique. Les perspectives à long terme de la Société restent convaincantes, et elle prévoit émerger de la pandémie de COVID-19 en bien meilleure position grâce à plusieurs initiatives visant à consolider sa position interne dès maintenant. Son programme de restructuration, qui est en cours, devrait permettre de réaliser des économies annuelles récurrentes d'environ 50 millions \$ à partir de l'exercice 2022.

À court terme, cependant, la Société s'attend à ce que la pandémie de COVID-19 continue à avoir une incidence défavorable importante sur ses résultats par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. La COVID-19 demeure une réalité à l'échelle mondiale, et la rapidité de la reprise de CAE à partir de ce moment devrait être fortement liée au rythme auquel les interdictions de voyage et les quarantaines pourront être levées en toute sécurité et les activités reprendront sur les marchés finaux de CAE. La Société continue à prévoir un second semestre plus fort que le premier et des flux de trésorerie disponibles positifs pour l'exercice. La Société a considérablement réduit ses dépenses d'investissement en immobilisations, qui devraient totaliser quelque 100 millions \$ pour l'exercice 2021.

Perspectives du secteur Civil

Dans le secteur Civil, les exigences réglementaires en matière de formation aéronautique jouent un rôle de premier plan dans la demande qui devrait continuer à atténuer certaines répercussions défavorables du ralentissement du marché de l'aviation civile. À mesure que l'activité se ressaisira sur les marchés mondiaux de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires, la Société compte continuer à tirer parti de sa dynamique antérieurement positive en matière de formation, à accroître sa part de marché et à établir de nouveaux partenariats avec ses clients grâce à ses solutions de formation et d'exploitation innovatrices. La Société estime que de plus en plus de possibilités de partenariat et d'impartition de la formation des compagnies aériennes devraient se concrétiser, étant donné que le secteur cherche des moyens d'acquiescer une plus grande souplesse et une meilleure résistance dans l'ère post-COVID-19. Quant à la formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, qui représente une part importante des activités du secteur Civil de CAE, la Société anticipe toujours une reprise plus rapide sur ce marché que sur celui de l'aviation commerciale. La demande de simulateurs de vol du secteur Civil est étroitement liée aux livraisons de nouveaux appareils et, même si le marché total devrait être beaucoup plus restreint au cours de l'exercice, le secteur Civil prévoit maintenir sa part prépondérante des ventes de FFS et livrer de 35 à 40 FFS à ses clients dans le monde entier au cours de cet exercice. CAE a un important carnet de commandes de FFS financées par les clients et, même si certaines livraisons ont été reportées, la Société s'attend à exécuter la majorité des commandes en carnet au cours des prochaines années.

Perspectives du secteur Défense

Dans le secteur Défense, la Société bénéficie également d'un important carnet de commandes de clients gouvernementaux portant sur des solutions d'entraînement et de soutien opérationnel considérées comme essentielles pour la sécurité nationale. En outre, le secteur Défense fait des progrès dans les domaines de la formation et du soutien aux missions grâce à ses solutions d'immersion numérique, comme en témoignent les contrats obtenus ce trimestre pour soutenir les Forces d'opérations spéciales américaines et le commandement stratégique britannique. Pour l'exercice en cours, les problèmes liés à la COVID-19 ont toutefois ralenti la progression du secteur Défense vers la réalisation des grandes étapes des programmes en carnet et se sont répercutés sur les activités d'entraînement. La pandémie a également donné lieu à des retards dans l'octroi de contrats au niveau mondial. Bien que le secteur Défense ait des défis à relever à l'exercice 2021, ses perspectives à long terme restent orientées vers la croissance, soutenue par un vaste marché potentiel pour ses solutions d'entraînement et de soutien opérationnel, ses solutions numériques immersives innovatrices et la concrétisation des avantages de sa nouvelle direction et de son organisation renforcée.

Perspectives du secteur Santé

CAE estime que le secteur Santé est en bonne position pour tirer parti d'une évolution de l'attitude quant à l'importance, à la pertinence et aux avantages de la simulation et de la formation en soins de santé pour aider à sauver des vies.

Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, sur le moment et le niveau d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19 et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2020 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

La noble raison d'être de CAE, axée sur la sécurité, n'a jamais été aussi pertinente que pendant la pandémie actuelle. Elle illustre de quelle façon CAE fait une différence dans le monde et motive ses décisions et ses actions. La raison d'être de CAE inspire la fierté de ses employés et ravit ses clients. Rendre l'aviation civile plus sécuritaire, aider les forces de la défense à rentrer à la maison en toute sécurité et améliorer la sécurité des patients sont autant d'objectifs qui sont ancrés dans les principes de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE).

Face à l'importance croissante que prennent les changements climatiques comme problème mondial systémique, CAE a annoncé le 6 octobre 2020 qu'elle était la première entreprise aéronautique canadienne à devenir carboneutre. CAE contribue à éviter que des centaines de milliers de tonnes de CO₂ soient émises chaque année en formant les pilotes au moyen de simulateurs et elle compense ses émissions de carbone en investissant dans des certificats d'énergie renouvelable dans les pays où elle exerce ses activités et en finançant des projets de réduction des gaz à effet de serre. CAE est déterminée à réduire les émissions de carbone à la source par le biais du développement, de concert avec des parties prenantes du secteur de l'aéronautique, de technologies d'avions électriques ou hybrides qui pourraient être utilisées dans ses écoles de pilotage au cours des prochaines années.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez son [Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale pour l'exercice 2020](#).

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T2 de l'exercice 2021

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique, qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous continuons à réinventer l'expérience client et à révolutionner les solutions de formation et de soutien opérationnel dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Nous sommes le partenaire de choix des clients du monde entier qui exercent leurs activités dans des environnements complexes, souvent dangereux et fortement réglementés où la réussite est essentielle. Grâce aux besoins permanents de nos clients pour nos solutions, plus de 60 % des revenus de CAE proviennent d'activités récurrentes. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec quelque 10 000 employés répartis dans 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Ce communiqué comprend des déclarations de nature prospective qui peuvent inclure, sans s'y limiter, des déclarations liées aux répercussions potentielles sur nos activités, notre situation financière, nos liquidités et nos résultats financiers de la pandémie de COVID-19 et l'efficacité des programmes et des mesures que nous avons mis en place en réaction à cette pandémie; les perspectives économiques générales; les perspectives et tendances d'un secteur donné; les liquidités disponibles; les perspectives commerciales, les objectifs, les plans et les priorités stratégiques de CAE; et toute autre déclaration qui n'est pas un fait historique.

Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'utilisation de termes comme « croire », « attendre », « anticiper », « planifier », « avoir l'intention », « continuer », « estimer », « pouvoir », « devoir », « stratégie », « futur » et d'autres expressions semblables. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Ces énoncés ne constituent pas des garanties du rendement ou des événements futurs, et le lecteur est avisé de ne pas se fier à l'un ou l'autre de ces énoncés prospectifs. Bien que la direction juge que ces hypothèses sont raisonnables et appropriées compte tenu de l'information qui est actuellement disponible, il existe un risque que celles-ci soient inexactes. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 10 novembre 2020 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf si la loi l'exige, nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 10 novembre 2020. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2021 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Importantes hypothèses

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont fondés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter, les suivantes : nos liquidités tirées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des montants disponibles sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible aux termes de notre programme d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et de l'accès continu au financement par emprunt seront suffisantes pour répondre à nos obligations financières dans un avenir prévisible; et il n'y aura aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise qui aura des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles. Pour des renseignements supplémentaires, notamment en ce qui a trait aux autres hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Étant donné l'évolution de la situation liée à la pandémie de COVID-19 et la réponse de CAE, des gouvernements, des autorités de réglementation, des entreprises et des clients, les hypothèses de CAE comportent forcément une plus grande incertitude. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient donc s'avérer inexacts.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2020 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponible au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2020 est également disponible au www.cae.com. L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 en progression et avoir des conséquences sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de CAE qui soient beaucoup plus graves que s'il n'y avait pas eu de pandémie. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information complémentaire utile et n'ont pas une signification normalisée établie conformément aux PCGR et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables avec ceux produits par d'autres entreprises. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

(1) Le résultat par action (RPA) avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les pertes de valeur, les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces autres profits, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

(2) Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

(3) Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des principales valeurs considérées pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes.

(4) En outre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers élimine les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les pertes de valeur de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

(5) Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Civil. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

(6) Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

(7) Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, les prises de commande sont habituellement converties en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté.
- Le carnet de commandes des coentreprises est constitué de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes reçues par nos coentreprises, mais qui n'ont pas encore été exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées, telle qu'elle est décrite ci-dessus.
- Les commandes non financées sont des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

⁽⁸⁾ Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure alternative à nos résultats opérationnels. Nous le calculons en déduisant de notre résultat net attribuable aux actionnaires de la Société provenant des activités poursuivies, les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, les coûts d'acquisition, les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

⁽⁹⁾ Un simulateur de vol (*full-flight simulator* ou FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS déployés dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

⁽¹⁰⁾ Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

⁽¹¹⁾ Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

⁽¹²⁾ La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁽¹³⁾ Le ratio de la dette nette sur le capital représente la dette nette, divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

⁽¹⁴⁾ Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les PCGR les plus comparables, veuillez vous reporter à la rubrique 5 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits des activités ordinaires	704,7	\$ 896,8	\$ 1 255,2	\$ 1 722,4
Coût des ventes	513,7	660,1	956,2	1 242,0
Marge brute	191,0	\$ 236,7	\$ 299,0	\$ 480,4
Frais de recherche et de développement	25,6	35,8	45,7	67,7
Frais de vente, généraux et d'administration	88,2	98,0	182,1	211,3
Autres (profits) et pertes	(2,7)	(11,5)	93,9	(11,8)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	0,6	(10,4)	8,3	(22,5)
Coûts de restructuration	51,1	—	51,1	—
Résultat opérationnel	28,2	\$ 124,8	\$ (82,1)	\$ 235,7
Charges financières – montant net	35,2	34,3	70,3	69,2
Résultat avant impôt sur le résultat	(7,0)	\$ 90,5	\$ (152,4)	\$ 166,5
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(1,0)	15,5	(36,4)	28,5
Résultat net	(6,0)	\$ 75,0	\$ (116,0)	\$ 138,0
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(5,2)	\$ 73,8	\$ (115,8)	\$ 135,3
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,8)	1,2	(0,2)	2,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	(0,02)	\$ 0,28	\$ (0,44)	\$ 0,51

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Résultat net	(6,0)	75,0	(116,0)	138,0
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(13,7)	(18,7)	(119,6)	(88,0)
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(10,7)	(10,0)	(16,5)	(11,9)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	13,1	(3,0)	43,4	9,5
Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	(7,4)	(2,4)	(12,4)	(3,1)
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	25,1	(12,6)	72,2	9,9
Impôt sur le résultat	(3,6)	10,6	(11,0)	9,8
	2,8	(36,1)	(43,9)	(73,8)
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	15,1	(16,8)	(107,9)	(60,4)
Gain (perte) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global – montant net	0,1	—	—	(0,1)
Impôt sur le résultat	(3,8)	4,5	28,5	16,0
	11,4	(12,3)	(79,4)	(44,5)
Autres éléments du résultat global	14,2	(48,4)	(123,3)	(118,3)
Total du résultat global	8,2	26,6	(239,3)	19,7
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	9,4	25,5	(236,3)	18,4
Participations ne donnant pas le contrôle	(1,2)	1,1	(3,0)	1,3

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	30 septembre	31 mars
	2020	2020
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	258,0	946,5
Créances clients	547,6	566,1
Actifs sur contrat	501,1	569,3
Stocks	711,6	616,2
Acomptes	60,0	55,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	30,5	30,4
Actifs financiers dérivés	21,7	25,0
Total de l'actif courant	2 130,5	2 808,6
Immobilisations corporelles	1 951,7	2 154,0
Actifs au titre des droits d'utilisation	367,6	395,9
Immobilisations incorporelles	1 950,6	2 056,5
Investissement dans les participations mises en équivalence	416,6	460,6
Actifs d'impôt différé	108,9	84,5
Actifs financiers dérivés	8,5	13,1
Autres actifs non courants	507,2	510,4
Total de l'actif	7 441,6	8 483,6
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	871,4	934,4
Provisions	41,7	29,2
Impôt sur le résultat à payer	28,5	26,4
Passifs sur contrat	689,4	746,2
Partie courante de la dette à long terme	229,5	206,2
Passifs financiers dérivés	48,3	119,9
Total du passif courant	1 908,8	2 062,3
Provisions	30,6	28,6
Dette à long terme	2 387,4	3 106,0
Obligations au titre des redevances	136,6	141,1
Obligations au titre des avantages du personnel	330,6	212,8
Passifs d'impôt différé	104,1	150,6
Passifs financiers dérivés	5,1	12,8
Autres passifs non courants	189,5	191,1
Total du passif	5 092,7	5 905,3
Capitaux propres		
Capital-actions	682,3	679,5
Surplus d'apport	34,0	26,9
Cumul des autres éléments du résultat global	152,1	193,2
Résultats non distribués	1 394,9	1 590,1
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 263,3	2 489,7
Participations ne donnant pas le contrôle	85,6	88,6
Total des capitaux propres	2 348,9	2 578,3
Total du passif et des capitaux propres	7 441,6	8 483,6

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Semestre clos le 30 septembre 2020
(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes au 31 mars 2020	265 619 627	679,5	\$ 26,9	\$ 193,2	\$ 1 590,1	\$ 2 489,7	\$ 88,6	\$ 2 578,3	
Résultat net	—	—	\$ —	\$ —	\$ (115,8)	\$ (115,8)	\$ (0,2)	\$ (116,0)	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(41,1)	(79,4)	(120,5)	(2,8)	(123,3)	
Total du résultat global	—	—	\$ —	\$ (41,1)	\$ (195,2)	\$ (236,3)	\$ (3,0)	\$ (239,3)	
Exercice d'options sur actions	167 500	2,8	(0,4)	—	—	2,4	—	2,4	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	7,5	—	—	7,5	—	7,5	
Soldes au 30 septembre 2020	265 787 127	682,3	\$ 34,0	\$ 152,1	\$ 1 394,9	\$ 2 263,3	\$ 85,6	\$ 2 348,9	

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes au 1 ^{er} avril 2019	265 447 603	649,6	\$ 24,8	\$ 199,0	\$ 1 430,4	\$ 2 303,8	\$ 78,7	\$ 2 382,5	
Résultat net	—	—	\$ —	\$ —	\$ 135,3	\$ 135,3	\$ 2,7	\$ 138,0	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(72,5)	(44,4)	(116,9)	(1,4)	(118,3)	
Total du résultat global	—	—	\$ —	\$ (72,5)	\$ 90,9	\$ 18,4	\$ 1,3	\$ 19,7	
Exercice d'options sur actions	981 405	19,6	(2,4)	—	—	17,2	—	17,2	
Achat facultatif au comptant d'actions ordinaires	981	—	—	—	—	—	—	—	
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(591 731)	(1,5)	—	—	(18,7)	(20,2)	—	(20,2)	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	4,5	—	—	4,5	—	4,5	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	
Dividendes en actions	59 028	2,0	—	—	(2,0)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(53,9)	(53,9)	—	(53,9)	
Soldes au 30 septembre 2019	265 897 286	669,7	\$ 26,9	\$ 126,5	\$ 1 446,7	\$ 2 269,8	\$ 81,5	\$ 2 351,3	

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	2020	2019
Activités opérationnelles		
Résultat net	(116,0) \$	138,0 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	161,8	149,2
Dépréciation d'actifs non financiers	128,3	—
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	8,3	(22,5)
Impôt sur le résultat différé	(46,1)	12,8
Crédits d'impôt à l'investissement	(8,6)	(6,0)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	12,9	11,3
Régimes de retraite à prestations définies	9,6	9,0
Autres passifs non courants	(9,2)	(19,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(30,1)	(8,0)
Autres	29,9	25,6
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(183,6)	(313,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(42,8) \$	(23,3) \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	— \$	(9,2) \$
Ajouts d'immobilisations corporelles	(33,2)	(147,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,2	0,4
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(28,7)	(48,4)
Produit net reçu des participations mises en équivalence	0,9	—
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	10,0	8,6
Autres	(0,1)	1,5
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(50,9) \$	(194,9) \$
Activités de financement		
(Remboursement) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	(555,4) \$	197,9 \$
Produit tiré de la dette à long terme	17,3	16,2
Remboursement sur la dette à long terme	(11,7)	(108,8)
Remboursement sur les obligations locatives	(39,0)	(39,6)
Dividendes versés	—	(53,9)
Émission d'actions ordinaires	2,4	17,2
Rachat et annulation d'actions ordinaires	—	(20,2)
Autres	(0,7)	(1,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(587,1) \$	7,4 \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(7,7) \$	(12,8) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(688,5) \$	(223,6) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	946,5	446,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	258,0 \$	222,5 \$